



1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

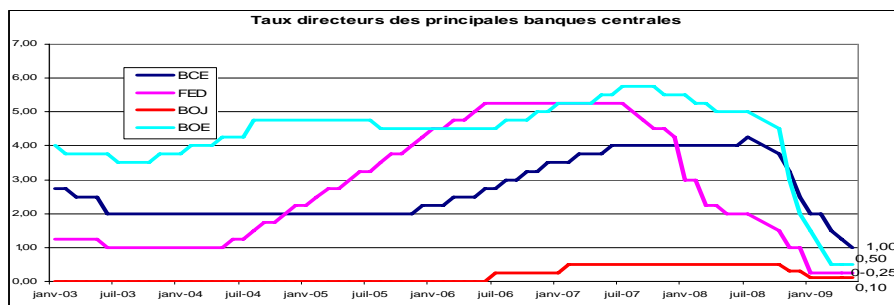
La BCE maintient le statu quo monétaire ...

... ainsi que la Fed américaine et la Banque d'Angleterre

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 5 août 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 « l'économie de la zone euro devrait croître à un rythme modéré et irrégulier, dans un contexte d'incertitude ».

Le Comité de politique monétaire de la Fed a opté lors de sa réunion du 10 août 2010 pour le statu quo monétaire, maintenant son principal taux directeur dans sa fourchette de fluctuation (en vigueur depuis décembre 2008) allant de 0 à 0,25 %, son plus bas niveau historique. Faisant le constat que « le rythme de la reprise de l'activité et de l'emploi s'est ralenti ces derniers mois », la Fed a décidé la reprise de certaines mesures de soutien à l'économie.

Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a décidé, au cours de sa réunion du 5 août 2010, de maintenir son taux d'intervention à 0,5 %.



Chômage

Léger recul du nombre de demandeurs d'emploi en France et stabilité du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 691 000 à fin juin 2010, soit une baisse de 0,3 % sur un mois en données CVS-CJO (- 8 600 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 6,9 % (+ 6,3 % pour les hommes et + 7,6 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 19,1 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en juin 2010, inchangé par rapport à mai. Il était de 9,5 % en juin 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en juin 2010. Il était de 9 % en juin 2009.

Inflation

Stabilité des prix en France et légère remontée de l'inflation dans la zone euro

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France est resté stable au mois de juin 2010 ; sur un an, il croît de 1,5 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,4 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,7 % en juillet 2010. En juin, il était de 1,4 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 juillet 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. La BoJ a revu à la hausse sa prévision de croissance pour l'exercice 2010-2011 à 2,6 % contre une précédente estimation à 1,8 % et réduit celle de 2011-2012 de 2 % à 1,9 %. En juin 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 1,5 %. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 1,0 % sur un an, en juin. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 0,5 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,3 % contre 5,2 % en mai. En juin 2010, les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 27,7 % et de 26,1 % sur un an et l'excédent commercial a progressé de 41,1 % à 6 milliards d'euros.

Moindre croissance du PIB chinois au deuxième trimestre 2010

Le PIB chinois a progressé de 10,3 % au deuxième trimestre 2010 après 11,9 % au premier trimestre et devrait croître de 9,5 % en 2010 selon les prévisions du Centre d'information d'Etat. En juin 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,7 % en glissement annuel contre 16,5 % en mai. En juin 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,9 % sur un an contre 3,1 % en mai. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 43,9 % et de 34,1 % au mois de juin en glissement annuel. L'excédent commercial s'est élevé à 20 milliards de dollars contre 19,5 milliards en mai.

Publication au Journal Officiel de la République

Fichier positif

Le décret n° 2010-827 du 20 juillet 2010 instituant un comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers a été publié au Journal Officiel de la République du 22 juillet 2010. Ce comité prévu par la loi portant réforme du crédit à la consommation sera constitué outre son président de seize membres (parlementaires, représentants de la Banque de France, du ministère de l'économie, des établissements de crédit, des associations de consommateurs, des associations familiales, de la Commission nationale de l'informatique et des libertés...). Le secrétariat sera assuré par la direction générale du Trésor.

Informations bancaires

Relations des banques avec leur clientèle
« particuliers »

Deux rapports ont été remis à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, au mois de juillet 2010 :

1 – le rapport sur la tarification des services bancaires établi par MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans (8 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :

http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100708_rap_Pauget_Constans.pdf

2 – le rapport sur les pratiques des établissements teneurs de comptes vis-à-vis de leurs clients engagés dans une procédure de surendettement rédigé par Mme Marielle Cohen-Branche (20 juillet 2010). Le rapport est disponible sur :

<http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/20rapcohen-branche.pdf>

Livret A

A compter du 1^{er} août 2010, le taux du Livret A est passé à 1,75 %. Les taux des autres produits de l'épargne réglementée s'établissent comme suit :

- Livrets de développement durable : 1,75 %
- Comptes sur livret d'épargne populaire : 2,25 %
- Comptes d'épargne logement hors prime d'Etat : 1,25 %

Publications

Rapports annuels 2009

1 – Banque de France

Le rapport annuel est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/rapport/rapport.htm>

2 – Observatoire de l'épargne réglementée

Le premier rapport d'activité de l'Observatoire créé par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/observatoire/oer-rapport-2009.pdf>

3 – Observatoire de la sécurité des cartes de paiement

Le rapport d'activité est disponible en téléchargement à l'adresse suivante

http://www.banque-france.fr/observatoire/rap_act_fr_09.htm

Nomination

FBF

M. François Pérol, président du directoire du Groupe BPCE, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2010, en remplacement de M. Baudoin Prot, administrateur directeur général de BNP Paribas.

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 juillet 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. La BoJ a revu à la hausse sa prévision de croissance pour l'exercice 2010-2011 à 2,6 % contre une précédente estimation à 1,8 % et réduit celle de 2011-2012 de 2 % à 1,9 %. En juin 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 1,5 %. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 1,0 % sur un an, en juin. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 0,5 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,3 % contre 5,2 % en mai. En juin 2010, les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 27,7 % et de 26,1 % sur un an et l'excédent commercial a progressé de 41,1 % à 6 milliards d'euros.

Moindre croissance du PIB chinois au deuxième trimestre 2010

Le PIB chinois a progressé de 10,3 % au deuxième trimestre 2010 après 11,9 % au premier trimestre et devrait croître de 9,5 % en 2010 selon les prévisions du Centre d'information d'Etat. En juin 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,7 % en glissement annuel contre 16,5 % en mai. En juin 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,9 % sur un an contre 3,1 % en mai. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 43,9 % et de 34,1 % au mois de juin en glissement annuel. L'excédent commercial s'est élevé à 20 milliards de dollars contre 19,5 milliards en mai.

Australie

La banque centrale australienne laisse son taux directeur inchangé

La balance des biens et services australienne affiche, en juin 2010 et pour le troisième mois consécutif, un excédent de 2,4 milliards de dollars australiens. Au second trimestre 2010, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,6 % par rapport au précédent trimestre, après une hausse de 0,9 % au premier trimestre 2010. Sur un an, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 3,1 %. Néanmoins, dans un contexte où l'inflation sous-jacente (2,7 % sur un an) est restée en deçà des prévisions, la banque centrale australienne a décidé, le 3 août, de maintenir son taux directeur à 4,5 %.

Nouvelle-Zélande

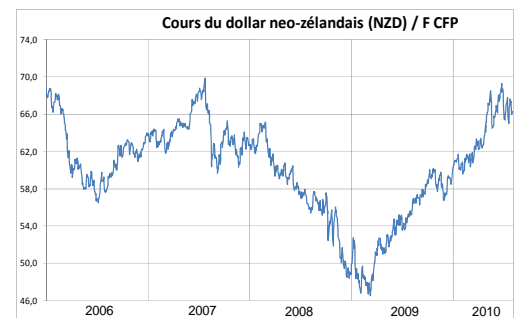
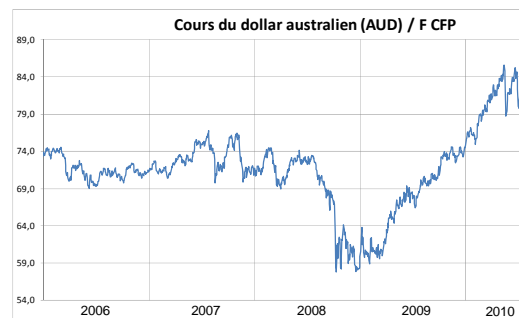
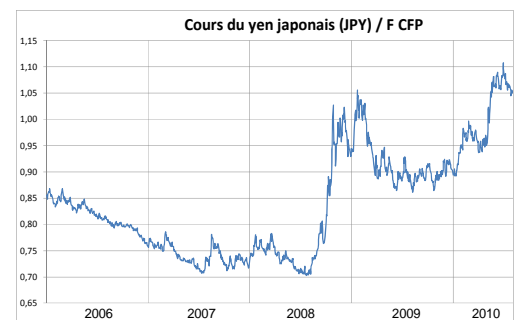
La banque centrale néo-zélandaise relève son taux directeur

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, la banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 29 juillet, de relever de 25 points de base son taux directeur, pour le fixer à 3,0 %. Ce relèvement doit permettre de contenir les risques inflationnistes, liés au redressement progressif de l'économie.

Au deuxième trimestre 2010, l'indice des prix à la consommation a crû de 0,3 % par rapport au précédent trimestre et de 1,8 % sur un an. Les composantes « boissons alcoolisées et tabacs » (+3,5 %) et « transports » (+0,9 %) sont les principaux contributeurs à la hausse de l'indice. A l'inverse, les prix de l'alimentation enregistrent une baisse de 0,9 % par rapport au premier trimestre 2010.

Parité des monnaies

Baisse du yuan et du yen



Volatilité des dollars australien et néo-zélandais

3 – Brèves économiques locales

Encadrement des frais bancaires – Observatoire des tarifs bancaires

L'ordonnance du 7 janvier 2010, portant extension aux collectivités du Pacifique des dispositions issues de la transposition de la directive européenne « services de paiement », est entrée en vigueur en Nouvelle-Calédonie, le 8 juillet 2010. Elle s'est traduite notamment par le plafonnement, voir la gratuité, des tarifs de certains services bancaires (tels que le rejet d'un incident de paiement lié à un instrument de paiement autre qu'un chèque ou le blocage d'un instrument de paiement).

En outre, dans le cadre de la mission de médiation confiée par la ministre de l'Economie, Mme Christine Lagarde, au Haut-commissaire appuyé par l'IEOM, un accord est intervenu, le 9 juillet, entre l'Etat et les banques de la place. Celles-ci ont consenti, de façon individuelle, à abaisser certains de leurs tarifs bancaires (sur les frais de tenue de compte ou d'envoi de chèques par exemple) et pris plusieurs engagements professionnels (sur la mobilité bancaire par exemple). L'Etat a décidé de son côté la création d'un Observatoire du Pacifique des tarifs bancaires aux particuliers, confié à l'IEOM et dont les premiers résultats ont été publiés le 11 août 2010.

Visite du Premier ministre François Fillon

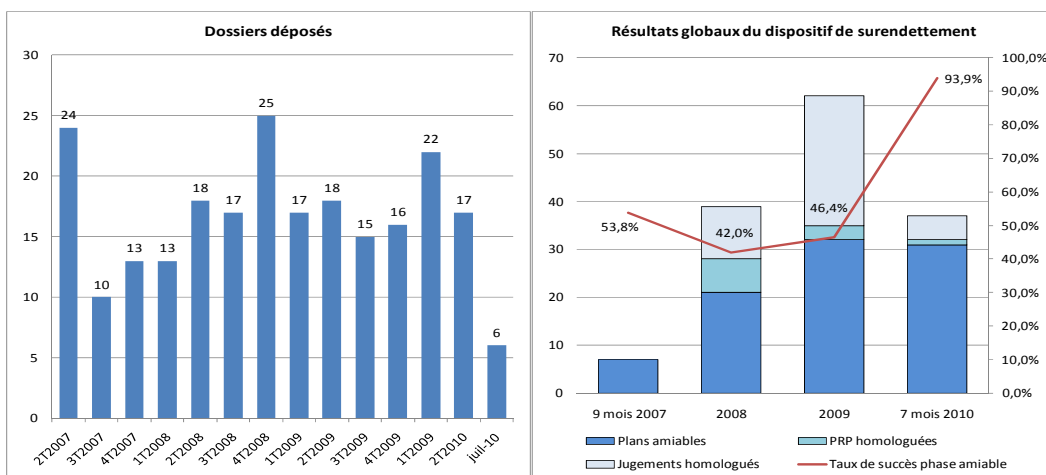
Le Premier ministre, François Fillon, s'est déplacé en Nouvelle-Calédonie du 17 au 19 juillet. Lors de sa visite, il a assisté à la levée conjointe des drapeaux tricolore et du FLNKS devant le Haut-commissariat. Il a également évoqué, lors d'un discours au Congrès de Nouvelle-Calédonie, la mise en œuvre d'un schéma « industriel » dans le prolongement du schéma « minier », la poursuite des transferts de compétences et la préparation de la sortie de l'Accord de Nouméa.

Premier séminaire du surendettement organisé par l'IEOM

Le 21 juillet, l'IEOM a organisé dans le grand amphithéâtre de l'Université de Nouvelle-Calédonie, le premier séminaire du surendettement du territoire, trois ans après l'extension du dispositif dans la collectivité. Une soixantaine d'assistantes sociales y ont assisté, autour d'un programme alternant interventions des membres de la Commission - notamment du Secrétaire général du Haut-commissariat, du Trésorier payeur général et du secrétariat de la Commission (dont une présentation des résultats de la première enquête typologique des surendettés calédoniens) - et questions/réponses.

Au deuxième trimestre 2010, le secrétariat de la Commission du surendettement (dont l'IEOM assure la responsabilité) a enregistré 17 dossiers (contre 18 pour la même période en 2009). Sur les sept premiers mois de l'année en cours, 45 dossiers ont été déposés, soit 3 de plus qu'au cours de la même période de l'année précédente. En trois ans d'existence, la Commission a reçu 231 dossiers, soit une moyenne de 6 dossiers par mois.

En 2010, le secrétariat enregistre une progression encourageante du taux de succès en phase amiable, soit 94 % sur les sept premiers mois de l'année en cours contre 46 % en 2008, traduisant une meilleure assimilation et adhésion des créanciers au dispositif.



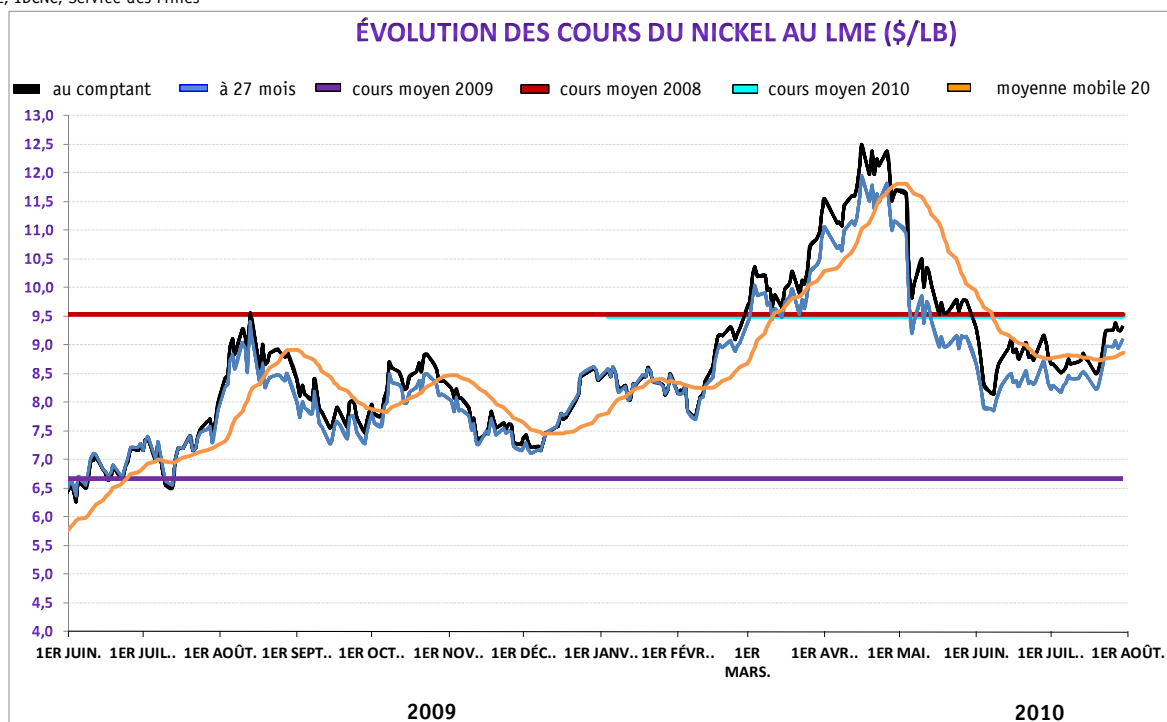
Instauration d'un prêt à taux zéro pour l'accession à la propriété

Le gouvernement a adopté, le 20 juillet, un avant-projet de loi instituant un prêt à taux zéro (PTZ) destiné à faciliter l'accession à la propriété des familles dont le revenu net mensuel est compris entre 270 000 et 540 000 F CFP. Le montant de ce prêt, accordé en complément d'un prêt bancaire consenti aux taux du marché, sera compris entre 1,2 et 15 milliards de F CFP selon la composition et les revenus de la famille. La loi du pays correspondante devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2011 et concerner annuellement 300 ménages environ.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		juil-10	135,5	0,1%	3,3%
Nombre de demandeurs d'emploi		juin-10	7 577	2,9%	5,9%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	juin-10	12 826	50,9%	111,9%
	cumulées	juin-10	53 579	-	48,5%
Importations	mensuelles	juin-10	25 136	29,0%	35,5%
	cumulées	juin-10	121 463	-	13,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		juil-10	8,85	0,7%	22,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		juil-10	824,34	-4,0%	34,2%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	juin-10	447	59,2%	108,9%
	cumulées	juin-10	1 949	-	61,6%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	juin-10	5 397	21,3%	22,4%
	cumulées	juin-10	28 258	-	5,8%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	juin-10	6 313	-17,0%	-11,3%
	cumulés	juin-10	40 605	-	-12,3%
• Nuitées	mensuels	mai-10	43 714	7,0%	-9,7%
	cumulés	mai-10	210 786	-	-15,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		mai-10	54,90%	+ 2,3 pts	+ 2,4 pts
• Croisiéristes		juin-10	78 041	-	17,6%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	juin-10	15 023	31,3%	18,9%
	cumulées	juin-10	78 264	-	13,0%
• Index BT 21 (p)		juin-10	131,54	0,5%	0,5%
• IRL (p)		juin-10	108,15	0,1%	-1,1%
CREVETTES					
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	juin-10	130	3,2%	-29,7%
	cumulées	juin-10	521	-	-20,3%
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	juin-10	185	8,2%	-12,7%
	cumulées	juin-10	736	-	-3,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	juin-10	814	63,5%	9,0%
	cumulées	juin-10	3 672	-	-0,8%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

Accélération de la croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	juin-08	juin-09	juin-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	11 919	12 323	13 330	3,4%	8,2%
Dépôts à vue	179 428	180 566	206 362	0,6%	14,3%
Total M1	191 347	192 889	219 692	0,8%	13,9%
M2-M1	71 249	84 575	91 576	18,7%	8,3%
Total M3	395 686	423 991	484 691	7,2%	14,3%

Concours de caractère bancaire

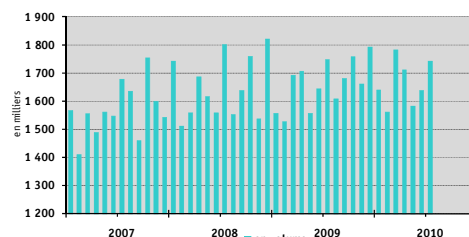
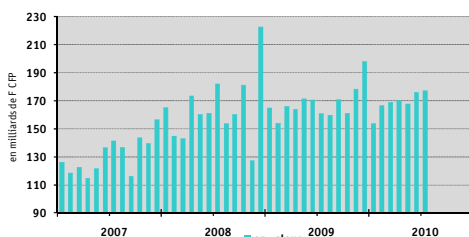
Le rythme de croissance des concours reste soutenu

en millions de F CFP	mars-08	mars-09	mars-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises	302 030	346 176	385 607	14,6%	11,4%
Ménages	281 422	308 911	332 827	9,8%	7,7%
Collectivités locales	42 769	36 743	45 986	-14,1%	25,2%
Autres agents de CCB non ventilés	8 011	9 836	11 022	22,8%	12,1%
Total concours sain	634 232	701 665	775 442	10,6%	10,5%
Créances douteuses brutes	14 743	14 353	15 602	-2,6%	8,7%
Total concours brut	648 975	716 019	791 044	10,3%	10,5%

Compensation

Légère accélération de la croissance des échanges de valeurs sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	juil.-10	1 742 468	6,3%	-0,4%
	cumulée	juil.-10	11 659 055	-	2,0%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	juil.-10	177,2	0,7%	10,0%
	cumulée	juil.-10	1 180,5	-	2,5%



Incidents de paiements

Relative stabilité des incidents de paiement sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	juin-10	1 712	-3,9%	11,2%
	cumulés	juin-10	10 928	-	-0,8%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	juin-10	151	24,4%	5,8%
	cumulés	juin-10	904	-	-3,6%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

Accélération de la croissance des interdictions bancaires sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	juin-10	6 505	1,6%	8,0%
	dont personnes physiques	juin-10	5 798	1,3%	7,6%
	dont personnes morales	juin-10	707	4,3%	11,2%

Cotation

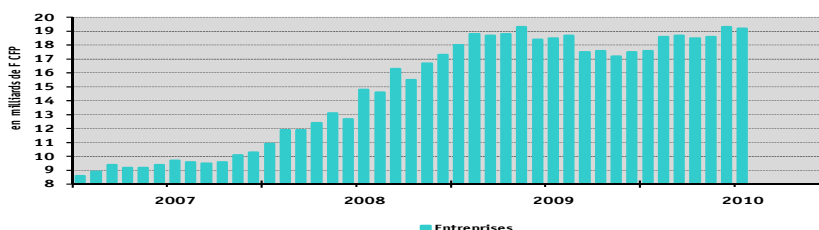
Le nombre d'entreprises cotées se retourne à la hausse

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	juil.-10	8 022	1,5%	-1,1%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	juil.-10	3 522	4,0%	1,0%	

Refinancement des entreprises

Le réescompte IEOM continue de progresser sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	juil.-10	19,2	-0,6%	3,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var	
Indice des prix à la consommation	juil	131,2	135,5	3,3	
Entreprises					
nb d'entreprises (a)	juin	47 285	51 193	8,3%	
	dont nb d'entreprises individuelles (a)	juin	41 221	44 956	9,1%
créations d'entreprises	juin	2 355	2 675	13,6%	
cessations d'entreprises (p)	juin	1 290	1 113	-13,7%	
liquidations judiciaires (nb)	juin	48	79	64,6%	
redressements judiciaires (nb)	juin	43	32	-25,6%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	636	707	11,2%	
ventes de ciment local (tonnes)	juin	67 627	78 052	15,4%	
importation ciment (tonnes)	juin	1 640	212	-87,1%	
total ciment (tonnes)	juin	69 267	78 264	13,0%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	13 723	15 935	16,1%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	juin	4 977	3 865	-22,3%	
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	1 928	2 088	8,3%	
Ménages					
emploi salarié (nb)	mars	81 935	84 623	3,3%	
dont secteur privé	mars	58 355	60 623	3,9%	
dont secteur public	mars	23 580	24 000	1,8%	
demandes d'emploi de fin de mois	juin	7 153	7 577	5,9%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juin	7 292	7 878	8,0%	
chômeurs indemnisés	mai	1 661	1 683	1,3%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juil	742,4	787,1	6,0%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	5 386	5 798	7,6%	
décision retrait cartes bancaires	juin	938	904	-3,6%	
incidents paiements sur chèques	juin	11 021	10 928	-0,8%	
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	3 700	3 672	-0,8%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	juin	7 169	8 171	14,0%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	12 769	13 677	7,1%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	7 131	7 877	10,5%	
Echanges					
nombre de touristes	juin	46 284	40 605	-12,3%	
nombre de croisiéristes	juin	66 359	78 041	17,6%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	mai	56,8%	53,2%	-3,6pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	juil	5,58	9,51	70,5%	
cours du nickel au LME en \$/lb	juil	7,25	8,85	22,1%	
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	juin	1 206	1 502	24,5%	
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	juin	3 898	11 163	186,3%	
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	juin	26 702	28 258	5,8%	
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	juin	28 206	42 219	49,7%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	juin	654	521	-20,3%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	juin	759	736	-3,0%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	juin	32 864	54 118	64,7%	
part de ces produits dans le total des exportations	juin	91%	96%	4,69pt	
total des importations (M FCFP)	juin	106 905	121 463	13,6%	
total des exportations (M FCFP)	juin	36 086	56 515	56,6%	
taux de couverture	juin	33,76%	46,53%	12,8pts	
recettes douanières (M FCFP)	juil	22 799	25 203	10,5%	
Indicateurs financiers (M de FCFP)					
Dépôts à vue	juin	180 566	206 362	14,3%	
M1	juin	192 889	219 692	13,9%	
M2	juin	277 464	311 268	12,2%	
Dépôts à termes	juin	145 963	173 264	18,7%	
M3	juin	423 991	484 691	14,3%	
P1	juin	4 214	4 132	-1,9%	
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,85%	4,74%	-1,10 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	5,40%	4,41%	-0,99 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	5,83%	4,86%	-0,97 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,50%	17,17%	-1,33 pts	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	mars	716 019	791 044	10,5%	
Ménages	mars	308 911	332 827	7,7%	
dont crédits à la consommation	mars	63 416	65 597	3,4%	
dont crédits à l'habitat	mars	244 359	265 572	8,7%	
Entreprises	mars	346 176	385 607	11,4%	
dont crédits d'exploitation	mars	74 704	65 093	-12,9%	
dont crédits d'investissement	mars	197 955	214 958	8,6%	
dont crédits à la construction	mars	66 703	97 574	46,3%	
Collectivités locales	mars	36 743	45 986	25,2%	
dont d'investissement	mars	32 325	41 010	26,9%	
Autres agents de CCB non ventilés	mars	9 836	11 022	12,1%	
créances douteuses brutes	mars	14 353	15 602	8,7%	
taux de créances douteuses brutes	mars	2,0%	2,0%	0, pt	
ensemble des actifs financiers	mars	511 760	574 306	12,2%	
Ménages	mars	288 975	304 914	5,5%	
Sociétés	mars	152 879	182 303	19,2%	
Autres agents	mars	69 906	87 090	24,6%	
dont assurances-vie	mars	73 824	79 108	7,2%	

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 - Actualité régionale

Prévisions

La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (ADB) prévoient une croissance modérée de la zone Pacifique dans les prochains mois.

D'après les projections de l'ADB, le taux de croissance annuel de la région atteindrait 4,8 %. L'institution explique que cette croissance est tirée par deux économies riches en ressources naturelles : la Papouasie-Nouvelle Guinée et le Timor. La Banque mondiale semble plus optimiste et prévoit un taux de 8,7 % pour 2010. A noter cependant que ce chiffre inclut l'Asie du sud-est et l'Australie.

Tourisme - Nouvelle Zélande

D'après les statistiques publiées le 21 juillet 2010 par *Statistics New Zealand*, la barre annuelle historique des 2,5 millions de visiteurs a été atteinte en juin 2010.

3 – Brèves locales

Hausse des prix sur le Territoire

L'indice des prix à la consommation (IPC) publié le 26 juillet 2010 dernier par le Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques (STSEE), s'établit au 30 juin 2010 à 103,47, soit une hausse trimestrielle de 0,5 %. En un an, l'IPC a progressé de 3,2 %. La hausse la plus marquée concerne le poste « énergie », avec une évolution annuelle de 14,8 %. Les prix des produits alimentaires et produits manufacturés évoluent modérément, avec des variations respectives de 3,1 % et 2,5 %. Enfin, les services affichent pour le deuxième trimestre consécutif des prix en recul, correspondant à un glissement annuel de -1,7 %.

Après plusieurs mois de relative stabilité, l'indice des prix du BTP, publié bimensuellement, atteint 102,16 au 30 juin 2010, soit une variation annuelle de 1,7 %. En glissement annuel, les hausses les plus marquées concernent le matériel de chantier (+17 %) et l'essence (+21 %), cette dernière ne contribuant qu'à 0,1 % de l'indice global. En revanche, les salaires des ouvriers du BTP, pesant à 47,6 % dans la composition de l'indice, n'ont pas évolué depuis plus d'un an.

Désignation de nouveaux Chefs de villages

Le 11 août 2010, M Viane HOATAU a été désigné *Tu'i Mata'Utu*, c'est à dire responsable du village de Mata'Utu. Ce poste était vacant depuis plusieurs mois, l'ancien Chef de village ayant été appelé par la Chefferie pour exercer les fonctions de *Faipule* (chef du District de Hahake).

Quelques jours auparavant, c'est le jeune Setefano ALIKILAU, âgé de 28 ans, qui a pris les fonctions de *Takala*, chef de village de Lavagahau, devenant ainsi le plus jeune chef de village du Territoire.

Fête du Territoire

Le 29 juillet 1961, Wallis-et-Futuna devenait Territoire d'Outre-mer. A l'occasion de la commémoration de cet événement, des festivités ont eu lieu dès le mercredi 28 juillet. Le lendemain, la cérémonie de levée des couleurs dirigée par le Préfet Administrateur Supérieur s'est déroulée sur la place Sagato Soane, devant le palais royal.

En revanche, aucune cérémonie n'avait été organisée à Futuna, encore marquée par le passage du cyclone TOMAS en mars dernier.

Un nouveau Commandant de gendarmerie

La cérémonie de prise de fonctions du Commandant de gendarmerie des îles de Wallis-et-Futuna, M Bertrand GROSS, à eu lieu le mercredi 10 août 2010 sur la place Havelu. Il remplace le Commandant Thierry LANG qui a quitté le Territoire le 26 juin 2010 après 2 ans et 10 mois passés à la tête de la Compagnie.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

M3 impactée par la chute des dépôts à vue

en millions de F CFP	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 948	1 920	1 951	1,61%	0,15%
Dépôts à vue	4 038	3 041	2 693	-11,44%	-33,31%
Total M1	5 986	4 961	4 644	-6,39%	-22,42%
M2-M1	897	512	521	1,76%	-41,92%
Total M3	7 305	5 989	5 782	-3,46%	-20,85%

Concours à caractère bancaire

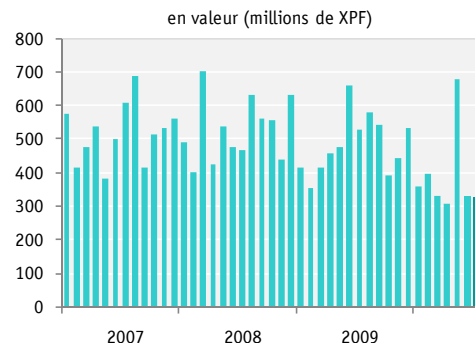
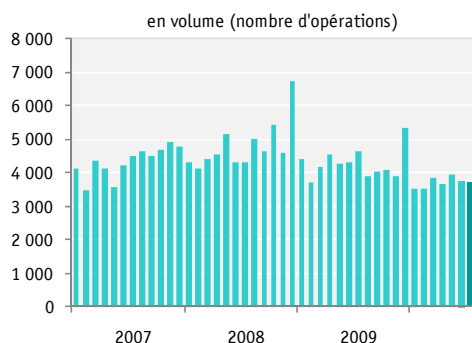
Baisse générale des concours sur un an

en millions de F CFP	mars-08	mars-09	mars-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	974	999	885	2,6%	-11,4%
Crédits à l'équipement	1 387	1 622	1 329	16,9%	-18,1%
Crédits à l'habitat	701	613	458	-12,6%	-25,3%
Autres crédits	236	235	154	-0,4%	-34,5%
Sous total	3 298	3 469	2 826	5,2%	-18,5%
Créances douteuses brutes	732	732	770	0,0%	5,2%
Total	4 030	4 201	3 596	4,2%	-14,4%

Compensation

Baisse confirmée des opérations de compensation en volume et en valeur sur l'année

	juil-09	juin-10	juil-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 649	3 773	3 691	25 965	-2,2%	-20,6%
Compensation (en millions de CFP)	562	330	326	2 729	-1,2%	-42,0%



Incidents bancaires

Reprise des incidents bancaires au mois de juin

en nombre	juin-09	mai-10	juin-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	113	51	107	361	109,8%	-5,3%
Retraits de cartes bancaires	5	0	3	15	-	-40,0%

Interdits bancaires

Légère hausse du nombre d'interdits bancaires sur le mois

en nombre	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	465	444	450	1,4%	-3,2%
- dont personnes physiques	453	433	437	0,9%	-3,5%
- dont personnes morales	12	11	13	18,2%	8,3%

Cotation

Diminution du nombre d'entreprises cotées sans bilan

en nombre	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an
Cotes valides	44	40	36	-10,0%	-18,2%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	13	12	-7,7%	-29,4%

Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			2 ^e T 2010	103,47	-	3,2%
SMIG mensuel en XPF			avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés*			déc-09	1 997	-	-0,2%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	juin-10	549,8	32,5%	44,8%	
	cumulées	juin-10	2 463,1	-	14,2%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juin-10	67,5	-11,1%	-18,6%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	juin-10	419,9	-	2,5%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	juin-10	192,4	-	-1,1%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Energie						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4 ^e T 2009	5 015	-	-6,0%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	mai-10	689	2,8%	12,2%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	mai-10	169	-2,1%	0,0%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-10	2 243	-9,6%	0,1%	
	cumulé	juin-10	13 785	-	8,2%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-10	1 022	2,5%	-13,2%	
	cumulé	juin-10	6 012	-	1,0%	
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	juin-10	11	-	-8,3%	
	cumulées	juin-10	43	-	-8,5%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		juil-10	3	-75,0%	-83,3%	

*chiffres provisoires

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	2010	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	juin	-	100,30	103,47	3,2%
Entreprises					
nombre d'entreprises**	déc	723	702	-	-2,9%
créations**	déc	12	4	-	-66,7%
fermetures**	déc	34	0	-	-100,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	-	12	13	8,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juin	-	353	382	8,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juin	-	-	41	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juillet	-	36	29	-19,4%
Ménages					
emploi salarié (nb)*	déc	2 001	1 997	-	-0,2%
dont secteur privé*	déc	787	788	-	0,1%
dont secteur public*	déc	1 214	1 209	-	-0,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472,3	472,3	486,4	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	-	453	437	-3,5%
décision retrait cartes bancaires	juin	-	34	33	-2,9%
incidents paiements sur chèques	juin	-	107	113	5,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juin	-	586	742	26,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juin	-	309	287	-7,1%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juin	-	-	97	-
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juillet	-	54	33	-38,9%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	juin	-	2 157	2463	14,2%
exportations	juin	-	-	-	-
recettes douanières	juin	-	605	612	1,2%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	juin	-	405	415	2,5%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	juin	-	195	192	-1,5%
Indicateurs financiers **					
Dépôts à vue	juin	-	4 038	2 693	-33,3%
M1	juin	-	5 986	4 644	-22,4%
M2	juin	-	6 583	5 165	-21,5%
Dépôts à terme	juin	-	722	617	-14,5%
M3	juin	-	7 305	5 782	-20,8%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	mars	-	1 620	1354	-16,4%
dont crédits à la consommation	mars	-	1003	893	-11,0%
dont crédits à l'habitat	mars	-	613	458	-25,3%
Entreprises	mars	-	1 466	1129	-23,0%
dont crédits d'exploitation	mars	-	203	98	-51,7%
dont crédits d'investissement	mars	-	1 239	986	-20,4%
dont crédits à la construction	mars	-	0	0	-
Collectivités locales	mars	-	383	343	-10,4%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	-	136	112	-17,6%
créances douteuses brutes	mars	-	732	770	5,2%
taux de créances douteuses	mars	-	16,9%	20,8	3,9pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	mars	-	2 773	2519	-9,2%
Sociétés	mars	-	1 759	1798	2,2%
Autres agents	mars	-	4 003	3962	-1,0%
dont assurances-vie	mars	-	688	826	20,1%

*chiffres révisés au 31/12/2009

**chiffres révisés

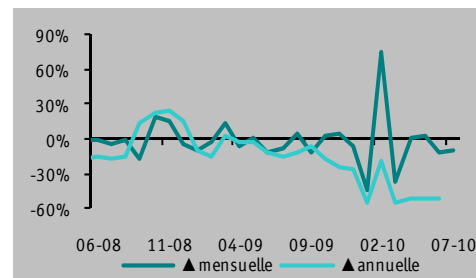
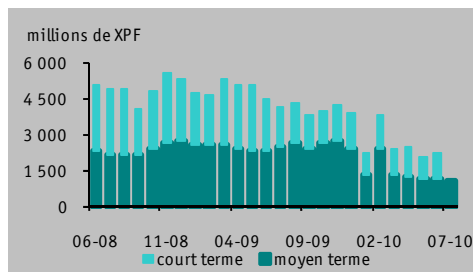
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Baisse significative du refinancement à court terme

en millions de F CFP	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 655	1 095	931	-15,0%	-43,7%
Utilisations à moyen terme	2 461	1 023	1 058	3,4%	-57,0%
Refinancement total	4 116	2 118	1 989	-6,1%	-51,7%



Cotation

Légère hausse sur le mois de la proportion d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	juil-09	juin-10	juil-10
Entreprises cotées :	4 710	5 863	5 936
dont éligibles au refinancement	1 677	1 638	1 677
en %	35,6%	27,9%	28,3%

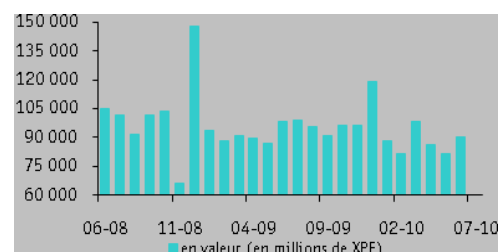
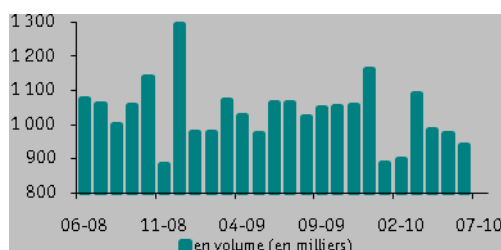
Plaquette de cotation en cours de refonte

A la suite des modifications apportées au dispositif de cotation lors du dernier Conseil de Surveillance de l'IEOM (reventilation des seuils d'activité, introduction d'une cote de refinancement « R prime »), la plaquette de présentation est en cours de refonte et devrait être diffusée courant août 2010 sur le site internet de l'IEOM / IEDOM. Dans le courrier envoyé à chaque entreprise lors du renouvellement de la cotation, il sera fait mention de sa disponibilité.

Compensation

Hausse des opérations en volume et en valeur au mois de juillet

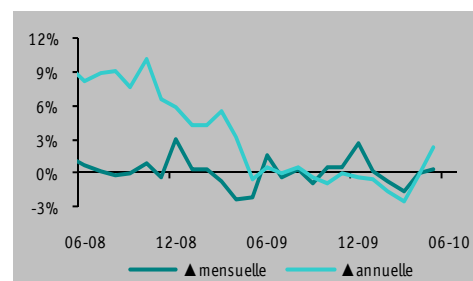
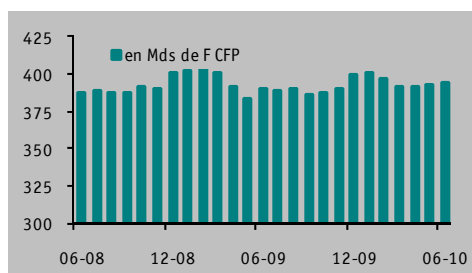
	juin-10	juil-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	938 137	1 021 372	8,9%	5 772 163	-29,4%
Montant (millions de F CFP)	90 123	98 163	8,9%	526 088	-29,2%



Masse monétaire

Hausse des dépôts à terme sur le mois

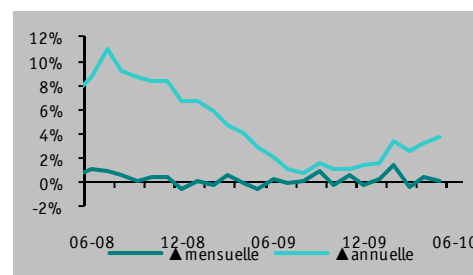
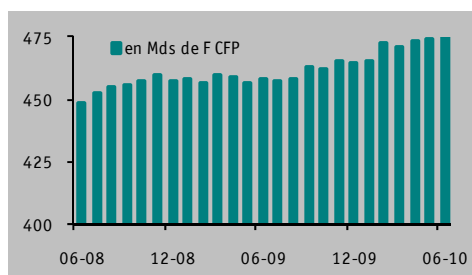
en millions de F CFP	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 816	14 524	14 569	0,3%	5,4%
Dépôts à vue	149 515	156 447	156 113	-0,2%	4,4%
Comptes sur livrets	84 380	110 293	110 184	-0,1%	30,6%
Comptes d'épargne logement	206	221	224	1,3%	8,7%
Dépôts à terme	126 357	104 962	108 229	3,1%	-14,3%
Autres	8 898	5 946	4 368	-26,5%	-50,9%
Total M3	383 171	392 393	393 686	0,3%	2,7%



Concours des banques locales à l'économie

Légère hausse de l'encours de crédit en juin

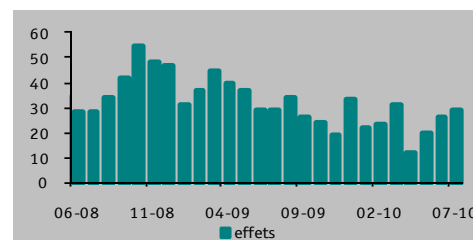
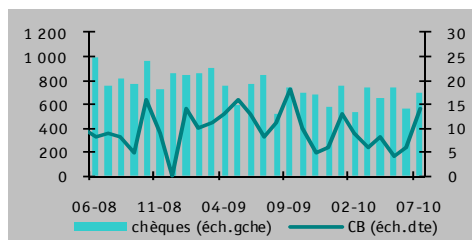
en millions de F CFP	juin-09	mai-10	juin-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	134 397	141 034	137 598	-2,4%	2,4%
Crédits d'équipement	62 207	63 694	63 076	-1,0%	1,4%
Crédits à l'habitat	151 216	151 243	153 791	1,7%	1,7%
Autres crédits	32 202	20 626	22 179	7,5%	-31,1%
Créances dout. brutes	33 079	41 436	44 183	6,6%	33,6%
Total CCB	455 561	473 970	478 530	1,0%	5,0%



Incidents de paiement

Hausse des incidents de paiement sur chèques

en nombre	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	876	601	743	23,6%	-15,2%
- sur chèques	839	569	700	23,0%	-16,6%
- sur effets	29	26	29	11,5%	0,0%
- retraits de cartes bancaires	8	6	14	133,3%	75,0%



Interdits bancaires

Légère hausse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 935	3 896	3 928	0,8%	-0,2%
- dont personnes physiques	3 495	3 443	3 480	1,1%	-0,4%
- dont personnes morales	440	453	448	-1,1%	1,8%

3 – Brèves économiques locales

Relance de l'économie

Démarrage d'une politique de rigueur début 2011

Dans un courrier adressé à ses ministres, le Président Gaston Tong Sang liste ses recommandations dans le cadre de la politique de rigueur pour le budget 2011. Toute l'administration subira une réduction de ses moyens financiers avec le gel de près de 400 postes, la suppression de 70 postes, l'absence de concours en 2011 ainsi que la hausse des taxes sur l'alcool, le tabac et les produits sucrés. Le courrier mentionne également la suppression des congés administratifs, la baisse de 6 % des dépenses de fonctionnement courant, la réduction des coûts de fonctionnement des organismes périphériques, le plafonnement des crédits de défiscalisation à 5 milliards de F cfp. D'ici à la fin de l'année, un document récapitulatif devrait être publié afin de présenter de façon exhaustive les mesures de la politique d'austérité annoncée.

Finances publiques

4- collectif budgétaire adopté

Le 4 août 2010, l'Assemblée de Polynésie Française (APF) a adopté le collectif budgétaire n°4 qui vise principalement à désaffecter des taxes parafiscales au profit du budget général du Pays, et à couvrir les dépenses de la collectivité. Le Pays devrait ainsi se voir attribuer près de 1,6 milliard de F cfp en recettes nouvelles provenant de ces taxes actuellement perçues par l'EAD, l'IJSPF, l'EPAP, le FDA, l'ISPF et le GIE Tahiti tourisme. Ce 4^{ème} collectif a été amendé en commission des finances afin de dégager 200 millions de F cfp de crédits pour le Régime de Solidarité de Polynésie Française (RSPF) qui dispose déjà d'une enveloppe de 1,8 milliard de F cfp. Le régime de solidarité s'applique aux personnes non prises en charge par un autre régime d'assurance, tant en qualité d'ouvrant droit que d'ayant droit, et dont le revenu moyen mensuel brut individuel ou du couple (mariés ou concubins) apprécié sur une base annuelle est inférieur au SMIG mensuel et à leurs ayants droit. Ce régime ne propose que des prestations en nature (la prise en charge ou le remboursement des frais de soins) à l'exclusion de toute prestation en espèces.

Mesures de relance du secteur du BTP

Le 5 août 2010 a été voté le financement de trois mesures proposées par le ministère de la reconversion économique afin de faciliter l'accession à la propriété des jeunes ménages, et de stimuler le secteur du bâtiment. Il s'agit du PAP (Prêt d'Accès à la Propriété) qui vise à aider les jeunes ménages à accéder à la propriété par un prêt bonifié de 20 millions F cfp maximum sur une durée de 25 ans. Le PIL (Prêt Incitatif au Logement) vise à inciter les ménages qui ont de l'épargne à investir pour agrandir leur logement actuel ou acquérir un nouveau bien immobilier. Enfin le PIM (Prime à l'Investissement des Ménages) consiste à verser directement une subvention à l'emprunteur, équivalente à 10 % du prêt (plafonné à un million F cfp), à la fin des travaux de sa maison pour l'ameublement et l'aménagement.

Soutien à l'initiative privé : étude de la création du statut d'auto-entrepreneur

Le 7 juillet 2010, le conseil des ministres a proposé la création du statut de l'auto-entrepreneur pour encourager la création d'entreprises. Le projet de loi a fait l'objet d'une analyse par le Conseil Economique, Social et Culturel (CESC) qui l'a rejeté le 13 août 2010.

Réforme de la Protection Sociale Généralisée

Le 6 août 2010, le Conseil de la protection sociale et de l'action sociale s'est réuni pour une 2^{ème} séance afin de débattre sur l'équilibre du financement de la PSG (Protection Sociale Généralisée). En effet, avec un déficit budgétaire anticipé de la Caisse de Prévoyance Sociale (près de 6 milliards F cfp), des économies vont devoir être réalisées et les cotisations sociales révisées. Les pharmaciens se sont d'ores et déjà engagés à reverser à la CPS 126 millions de F cfp sur leurs revenus en 2011. Cet effort suppose l'acceptation par les représentants du Syndicat des Pharmaciens des Iles et de Tahiti (SPIT) et celui des pharmaciens de Polynésie française d'une baisse du prix des médicaments génériques et des appareillages. Le gouvernement, pour sa part, souhaiterait une baisse globale de 3% sur tous les médicaments.

Communes

22- Congrès des communes : réforme du statut des communes et changement du financement des communes

La réforme portant sur la création de la Fonction Publique Communale (FPC) en Polynésie Française a été au cœur du 22^{ème} Congrès des communes qui s'est tenu du 2 au 6 août 2010. Le décret d'application de cette réforme devrait être publié en octobre 2010 et la date symbolique de lancement de la FPC est fixée au 1^{er} janvier 2011. Par l'extension de leurs compétences, affirmée par le nouveau Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et par la création d'un statut de droit public des agents, il s'agit au travers de cette réforme, de créer des communes à part entière. Cette évolution de leur statut juridique s'accompagne d'une réflexion sur leur mode de financement et sur le partenariat Etat/Pays/Communes.

Audiovisuel

Tournage du film de Mathieu Kassovitz : refus du Pays d'une subvention à sa production

En mai 2010, le Pays avait assuré son entière collaboration au tournage de "L'ordre et la morale" de Mathieu Kassovitz. Aujourd'hui, à trois semaines de la réalisation, le Pays lui refuse, d'une part l'APAC (Aide à la Production Audiovisuelle Cinématographique) s'élevant à 20 millions de F cfp, et d'autre part, les barges de la flottille administrative, nécessaires à la production du film. Des rencontres entre le Pays et la production sont prévues afin de trouver un compromis qui doit être validé en conseil des ministres le 11 août 2010.

La TNT en Polynésie avant la fin de l'année 2010

La TNT (Télévision Numérique Terrestre) devrait être opérationnelle sur le territoire avant la fin de l'année 2010. Ce projet émanant de l'État vise à permettre à l'ensemble de l'Outre-mer français d'avoir accès gratuitement à domicile au bouquet des chaînes du groupe France Télévisions, en haute définition.

Aménagement du territoire

Projet de création d'une agence d'aménagement et d'urbanisme

Trois experts métropolitains de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) ont rendu un rapport de restitution de leur semaine de travail, depuis le 17 juillet, consacrée à étudier la faisabilité de la création en Polynésie française d'une agence d'aménagement et d'urbanisme. Si le projet se concrétise, cette agence verrait le jour d'ici à la fin de l'année 2010.

Tourisme

Mesure de relance du tourisme de croisière

Le 20 juillet 2010, le Conseil Economique, Social et Culturel (CESC) a rendu un avis favorable sur la réforme de la réglementation des navires de croisières. Ce projet propose de simplifier cette réglementation afin d'attirer davantage de navires dans les eaux polynésiennes. Ainsi, il instaure un régime uniformisé pour tous les paquebots de croisière et met en place une redevance unique pour remplacer les deux taxes existantes. Les navires internationaux y seraient assujettis. Cette redevance serait perçue par le Port Autonome de Papeete et servirait à alimenter un compte spécial du budget du Pays pour financer des actions de promotion et de développement des croisières, notamment en matière d'aménagement.

4 – Brèves économiques régionales

Australie

Maintien du taux directeur par la Reserve Bank of Australia

La Banque centrale d'Australie a annoncé le 3 août 2010 le maintien de son taux directeur à 4,5 %, pour le troisième mois consécutif, en raison de conditions économiques encore volatiles. Avec une croissance qui devrait rester proche de la tendance, une inflation proche de l'objectif et des conditions globales qui devraient rester incertaines, le comité de gouvernance de la banque centrale estime appropriée cette décision de politique monétaire.

Nouvelle Zélande

Hausse du taux directeur par la Reserve Bank of New Zealand

La Banque centrale de Nouvelle Zélande a relevé le 29 juillet 2010 son taux directeur d'un quart de point, atteignant 3,0 %, pour la deuxième fois en moins de deux mois, tout en admettant que les perspectives de reprise économique s'étaient détériorées. Le taux d'inflation de la Nouvelle Zélande a tourné autour des 2,0 % au cours des cinq derniers trimestres et tandis que l'économie va mieux, les pressions inflationnistes devraient s'accroître selon la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ).

Les indicateurs de référence

	date	2009	m-1	2010	Δ mensuelle	Glissement annuel
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation - juin 2010 (base 100 décembre 2007)	juin	102,0	102,3	103,1	0,7%	1,1%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - mai 2010 (base 100 janvier 2000)	mai	124,5	121,9	121,6	-0,2%	-2,3%
Commerce extérieur						
Exportations (en M F CFP)	mai	454,4	1 043,1	578,5	-44,5%	27,3%
Importations (en M F CFP)	mai	11 032,8	11 967,9	13 818,3	15,5%	25,2%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai	2 213,3	2 058,5	1 824,4	-11,4%	-17,6%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	136	135	112	-17,0%	-17,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juil	440	453	448	-1,1%	1,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai	2 048,2	1 863,2	2 417,9	29,8%	18,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai	2 306	2 906	3 088	6,2%	33,9%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin	267	289	298	3,1%	11,6%
Personnes physiques en interdiction bancaire	juil	3 495	3 443	3 480	1,1%	-0,4%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai	187	796	296	-62,8%	58,3%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai	232,1	832,9	331,4	-60,2%	42,8%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mai	64,9	48,6	135,6	179,0%	108,9%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai	86,7	116,4	371,4	219,1%	328,4%
Industrie						
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	mai	4,4	4,9	23,4	377,6%	431,8%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	jan	31,5	-	117,7	-	273,7%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai	55	57,8	66	14,2%	20,0%
Tourisme						
Trafic aérien (nb)	mai	41 941	39 744	39 302	-1,1%	-6,3%
Nombre de touristes	avril	11 230	10 547	10 271	-2,6%	-8,5%
Taux d'occupation hôtelière	juil	54,7%	53,1%	67,5%	+14,4 pts	+12,8 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	juin	59 223	58 675	58 334	-0,6%	-1,5%
Comptes sur livret	juin	92 212	103 712	103 434	-0,3%	12,2%
Dépôts à terme	juin	68 059	54 192	54 875	1,3%	-19,4%
Entreprises						
Dépôts à vue	juin	68 936	81 878	78 285	-4,4%	13,6%
Dépôts à terme	juin	39 182	37 159	42 746	15,0%	9,1%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	juin	89 886	86 388	86 439	0,1%	-3,8%
Crédits à l'habitat	juin	126 931	130 875	131 118	0,2%	3,3%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	juin	42 981	53 178	52 972	-0,4%	23,2%
Crédits d'équipement	juin	57 941	54 628	54 015	-1,1%	-6,8%
Créances douteuses						
Créances douteuses brutes	juin	31 927	41 367	44 390	7,3%	39,0%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,55% à 6,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/08/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/07/2010	30/06/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,4230%	0,5420%	- 0,119 pt	0,4100%	+ 0,013 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,6450%	0,4850%	+ 0,160 pt	0,4530%	+ 0,192 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,8960%	0,7670%	+ 0,129 pt	0,7000%	+ 0,196 pt	taux d'intérêt légal		
EURIBOR 6 mois	1,1450%	1,0410%	+ 0,104 pt	0,9940%	+ 0,151 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,4170%	1,3060%	+ 0,111 pt	1,2480%	+ 0,169 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/07/2010	30/06/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	
TEMPE	0,4768%	0,3489%	+ 0,074 pt	0,3476%	+ 0,075 pt	Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC) TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC) TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
EURIBOR 1 mois	0,5830%	0,4460%	+ 0,137 pt	0,4790%	+ 0,104 pt	
EURIBOR 3 mois	0,8480%	0,7270%	+ 0,121 pt	0,7120%	+ 0,136 pt	
EURIBOR 6 mois	1,1040%	1,0120%	+ 0,092 pt	0,9950%	+ 0,109 pt	
EURIBOR 12 mois	1,3730%	1,2810%	+ 0,092 pt	1,2420%	+ 0,131 pt	
TMO	3,2700%	3,3400%	- 0,070 pt	3,7400%	- 0,470 pt	
TME	3,0700%	3,1400%	- 0,070 pt	3,5400%	- 0,470 pt	
TRBOSP	3,2800%	3,3200%	- 0,040 pt	3,7600%	- 0,480 pt	

taux des euro-monnaies

dévise	USD			JPY			GBP			
	date	30/07/2010	30/06/2010	31/12/2009	30/07/2010	30/06/2010	31/12/2009	30/07/2010	30/06/2010	31/12/2009
taux JJ		0,355%	0,350%	0,145%	0,160%	0,160%	0,430%	0,490%	0,515%	0,465%
3 mois		0,750%	0,955%	0,375%	0,425%	0,345%	0,305%	0,850%	0,925%	2,850%
10 ans emprunts phares		2,910%	2,980%	3,840%	1,060%	1,100%	nd	3,330%	3,350%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,27%
Prêts à taux fixe	6,09%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,99%
Prêts à taux variable	5,35%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,25%
Prêts relais	5,96%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,39%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,93%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,27%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,61%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,5964	1 NZD/XPF	66,2476	1 HKD/XPF	11,7940	1 GBP/XPF	142,9294	
100 JPY/XPF	105,9596	1 AUD/XPF	82,4912	1 SGD/XPF	67,2936	100 VUV/XPF	89,9700	1 FJD/XPF	47,6583

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX
 Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS
 Dépôt légal : août 2010 – Achevé d'imprimer le 24 août 2010 – N°ISSN 1955-8376

